



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des Relations
avec les Collectivités
Territoriales**

Arrêté

Portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation d'une plateforme logistique sur la commune de Châtelaudren-Plouagat par la **SNC LIDL**

Le Préfet des Côtes-d'Armor

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à déclaration, dont la rubrique ICPE n° 4320 ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510, 4741 ou 4745 ;

Vu l'arrêté du 1^{er} août 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à déclaration sous l'une au moins des rubriques n° 4440, 4441 ou 4442 ;

Vu l'arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à déclaration ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 9 novembre 2020 et autorisant la SNC LIDL à exploiter une plateforme logistique située dans la Z.A. de Kertédevant sur la commune de Châtelaudren-Plouagat (22) ;

Vu l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaire pour l'exploitation d'une plateforme logistique sur la commune de Châtaudren-Plouagat par la SNC LIDL, délivré le 22 février 2023 ;

Vu le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de M. François de KERÉVER, Préfet des Côtes-d'Armor ;

Vu l'arrêté du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Georges SALAÜN, Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes-d'Armor ;

Vu le dossier déposé le 21 janvier 2025 par la SNC LIDL portant à la connaissance du Préfet les modifications ayant été apportées aux installations dont le fonctionnement est encadré par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 février 2023, notamment l'étude de dangers présentées et l'annexe 4 (analyses des mesures acoustiques réalisées le 25 septembre 2024) ;

Vu le compte-rendu des essais de mise en œuvre des colonnes sèches présentes sur le site LIDL de Châtaudren-Plouagat, rédigé le 7 juin 2024 par le SDIS22 ;

Vu le compte-rendu de la réunion ayant eu lieu le 29 octobre 2024 entre l'exploitant et le SDIS22 au sujet de l'usage, en cas d'incendie, des colonnes sèches présentes sur le site LIDL de Châtaudren-Plouagat ;

Vu le rapport d'étude technique, rédigé par la société SPC Acoustique le 29 novembre 2024, présentant les résultats du contrôle acoustique ayant été réalisé le 25 septembre 2024 par la société DELHOM ACOUSTIQUE ;

Vu le rapport et les propositions du 14 mai 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu le courrier transmis à l'exploitant le 22 mai 2025 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Vu le mail de l'exploitant du 6 juin 2025 adressé à l'inspection des installations classées, indiquant l'absence d'observation de sa part sur le projet d'arrêté susmentionné ;

Considérant les modifications apportées par l'exploitant au fonctionnement de son site et, notamment :

- l'abandon du projet de stockage d'hydrogène ;
- l'augmentation des stockages de produits pouvant être classés sous le régime de la déclaration associé aux rubriques ICPE n° 4320 (aérosol extrêmement inflammables), 4510 (Dangereux pour l'environnement aquatique), 4440 (solides comburants) et 4801 (charbon de bois) ;
- identification de l'activité de regroupement de déchets de ferrailles et d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ;
- construction de deux parkings pour véhicules légers ;
- l'absence de couverture et fermeture au niveau de la zone de stationnement des poids-lourds situé au sud de l'emprise ;

Considérant que la modélisation des flux thermiques, présentée dans l'étude de dangers transmise le 21 janvier 2025 à l'inspection, met en évidence que les mesures constructives déjà en place au niveau de l'établissement LIDL de Châtaudren-Plouagat, permettent de contenir à l'intérieur du site les effets thermiques produits au cours d'un incendie dont l'origine serait l'augmentation des stockages de produits combustibles (notamment ceux justifiant du nouveau classement sous les rubriques ICPE n° 4320, 4440 et 4801) ;

Considérant que l'article 6 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 indique que « *La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, « des moyens fixe ou semi-fixe » d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification* » ;

Considérant que, lors de l'inspection réalisée le 29 mai 2024, l'inspection a effectivement constaté la présence en toiture des bandes de protection demandées réglementairement de part et d'autre des murs coupe-feu ;

Considérant que, dans le compte-rendu daté du 29 octobre 2024, le SDIS 22 ne s'oppose pas à ce que la société SNC LIDL conserve les colonnes sèches en place sur son site en tant que moyens optionnels de lutte contre l'incendie, mis à disposition des services de secours en tant que de besoin ;

Considérant l'engagement pris par l'exploitant pour fournir aux services de secours les équipements nécessaires à la mise en place des colonnes sèches (dévidoirs, tuyaux, collecteurs, raccords, ...) ;

Considérant d'une part, la conformité des mesures de bruits réalisées le 25 septembre 2024 par la société DELHOM ACOUSTIQUE et, d'autre part, l'absence de plainte de la part des riverains ;

Considérant les éléments de RETEX présenté dans le rapport de synthèse du BARPI, rédigé en janvier 2022, relatif à l'implication des batteries Lithium-ion dans l'accidentologie hors secteurs d'activités des déchets ;

Considérant que les modifications présentées par l'exploitant ne constituent pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application de l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que ces modifications ne sont pas de nature à entraîner des dangers et des inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement ;

Considérant de ce fait, que les modifications présentées par l'exploitant ne constituent pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46-I du code de l'environnement ;

Considérant néanmoins qu'afin de préserver les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires et d'adapter l'autorisation environnementale ;

Considérant que la nature et l'ampleur des modifications envisagées ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CoDERST) ;

Considérant que des conditions d'aménagement et d'exploitation, telles que complétées par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de faire application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Côtes-d'Armor :

ARRÊTE

Article 1 : Portée de l'autorisation et conditions générales

1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation :

La SNC LIDL dont le siège social est situé 1 rue de Hanovre – CS21313 - 92298 Châtenay-Malabry Cedex, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Châtaudren-Plouagat, au sein de la Z.A. de Kertédevant, les installations détaillées dans les articles suivants.

1.2 Nature des installations

1.2.1 Installations classées :

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 22/02/2023 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

RUBRIQUE	DÉSIGNATION DE LA RUBRIQUE	AUTORISATION SOLLICITÉE	
		Caractéristiques	Régime (*)
1450.1	Solides inflammables 1) la quantité totale susceptible d'être stockée étant supérieure ou égale à 1 t	2 t	A
1510.2.b	Stockage en entrepôt couvert (installation pourvue d'une toiture) de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 t, à l'exception des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques. 2) Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b ; le volume de l'entrepôt étant supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³	615 564 m ³	E
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1) supérieur ou égal à 1000 m ³ .	2700 m ²	E
2921.1.a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle. 1) Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle a) La puissance thermique maximale évacuée étant supérieure à 3000 kW.	4300 kW	E

RUBRIQUE	DÉSIGNATION DE LA RUBRIQUE	AUTORISATION SOLLICITÉE	
		Caractéristiques	Régime (*)
2716-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715, 2719. 2. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égale à 100 m ³ mais inférieur à 1000 m ³ .	110 m ³	DC (**)
2718-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. 2. Autres cas.	0,95 t	DC (**)
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion des matières entrantes. A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel [...]. 2. La puissance thermique nominale étant supérieure à 1 MW mais inférieure à 20 MW.	6,7 MW	DC (**)
2925-1	Ateliers de charge d'accumulateurs. 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance utilisable étant supérieure à 50 kW.	1000 kW	DC (**)
4735-1-b	Ammoniac. 1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg, la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 1,5 t.	1,45 t	DC (**)
4755-2-b	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. 2) Dans les autres cas et lorsque le titre alcoolimétrique volumique est supérieur à 40 % : la quantité totale susceptible d'être présente étant : b. supérieure ou égale à 50 m ³ .	65 m ³	DC (**)
4320-2	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t.	85 t	D
4440-2	Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t.	5 t	D
4510-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t.	85 t	D

RUBRIQUE	DÉSIGNATION DE LA RUBRIQUE	AUTORISATION SOLLICITÉE	
		Caractéristiques	Régime (*)
4801-2	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t.	100 t	D

(*) A : autorisation ; E : enregistrement ; DC : déclaration avec contrôle périodique ; D : déclaration

(**) En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Les installations relèvent également du régime de la déclaration IOTA, mentionné au II de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Régime *	Libellé de la rubrique (activité) et critères de classement	Caractéristiques de l'installation / Volume autorisé
2.1.5.0	D	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Superficie du projet de 167 036 m ² Surface extérieure au site interceptée de 8 600 m ² Surface totale du Bassin Versant de 17,57 ha
3.2.3.0	D	Plans d'eau, permanents ou non : 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha	Surface des bassins de confinement : Bassin BV entrepôt = 0,28 ha Bassin BV parking = 0,16 ha TOTAL = 0,44 ha

1.2.2 Consistance des installations :

L'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 février 2023 susvisé est abrogé et l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral est remplacé par les dispositions suivantes :

Le site est spécialisé dans la réception, le stockage, la préparation des commandes et l'expédition des produits à destination des magasins. Les activités comprennent :

- la réception, le contrôle et le déchargement des produits,
- l'attribution d'un emplacement,
- le stockage en entrepôt couvert,
- la préparation des commandes,
- le chargement des camions et l'expédition des produits.

La plateforme fonctionne en 3x8, 6 à 7 jours sur 7 (fermeture du samedi 18h au dimanche 18h) et 365 jours par an.

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- 4 cellules de stockage en sec : cellules 01 à 04 respectivement de surfaces 11 581 m², 5969 m², 8543 m² et 4785 m² ;
- 4 cellules de stockage réfrigérées (cellules 05 à 08) de surfaces respectives 4242 m², 5951 m², 2116 m² et 4493 m². Seule la cellule 8 est exploitée sous température négative.
- un pool recyclage et un tunnel de lavage (TKT),
- des bureaux/locaux sociaux à l'étage de la cellule sec, des bureaux de quais,
- des locaux techniques comprenant : un local de charge, un atelier en RDC, une salle des machines, des locaux électriques et une chaufferie à l'étage,
- un local sprinklage et un local d'alimentation des poteaux incendie,
- des locaux syndicaux, un poste de garde, une dalle groupe électrogène ainsi qu'un poste de livraison EDF,
- des parkings pour les poids lourds et d'autres pour les véhicules légers.

Le bâtiment principal présente une emprise toitures de 54 759 m².

Une partie de la toiture du bâtiment (hors tunnel TKT et local recyclage) est équipée de panneaux photovoltaïques conformes aux dispositions de la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées soumises à autorisation.

Le site comprend 4 dispositifs de gestion des eaux répartis de la manière suivante :

- un bassin d'infiltration des eaux de pluie ;
- un bassin étanche servant au confinement des eaux s'écoulant sur au niveau de la zone de l'entrepôt et le réseau situé immédiatement en amont permettant au total de confiner 3035 m³ ;
- le bassin 3 servant à confiner les eaux s'écoulant sur les voiries et les parkings d'une capacité de 940 m³ ;
- le bassin 4 enterré d'une capacité de 61 m³.

1.3 Réglementation

L'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 février 2023 susvisé est abrogé et l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2020 susvisé est complété par les dispositions suivantes :

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions de :

- l'arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à déclaration, dont la rubrique ICPE n° 4320 ;
- l'arrêté du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n°s 4510, 4741 ou 4745 ;
- l'arrêté du 1^{er} août 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à déclaration sous l'une au moins des rubriques n° 4440, 4441 ou 4442 ;
- l'arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à déclaration,

notamment sous la rubrique ICPE n° 4801.

Article 2 : Prévention des nuisances sonores et des vibrations

L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22 février 2023 est abrogé et l'article 7.1.1 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2020 est modifié de la manière suivante :

2.1 Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

En particulier, les dispositions suivantes destinées à éviter ou à réduire les émissions sonores de toutes natures liées au fonctionnement des installations sont mises en œuvre :

- choix d'équipements à faible émission sonore (condensateurs évaporatifs notamment) ;
- sélection d'équipements moins bruyants ou traitement acoustique par silencieux pour les tourelles d'extraction, l'extracteur ATEX du local de charge, la centrale de traitement de l'air des bureaux ;
- si réalisation de nouveaux chantiers bruyants, ils devront être réalisés uniquement de jour ;
- déport du stationnement des poids-lourd frigorifiques vers le secteur nord en période nocturne ;
- traitement acoustique des grilles de ventilation des locaux techniques ;
- confinement dans un local technique de la centrale double flux ;
- créations d'écrans acoustiques en U autour des installations CVC (chauffage, ventilation, climatisation) et d'écran de 6 m de haut au tour des condensateurs évaporatifs ;
- mise en place d'écrans acoustiques en périphérie de VRV (climatiseur) des bureaux (hauteur supérieure de 1,5 m au minimum par rapport à la hauteur du VRV) ;
- limitation à 8 camions en stationnement au sud du site, avec biberonnage obligatoire ;
- biberonnage obligatoire pour les poids-lourds frigorifiques en stationnement à quai ou sur les parkings ;
- équipement des 42 quais les plus sensibles (au sud) de systèmes « autodock » ;
- réalisation d'un mur anti-bruit en bois d'une hauteur de 7 m sur l'ensemble du pourtour sud élargi ;
- création d'un merlon au Nord-Ouest d'une hauteur de 5 m et à l'Est de 7 m ;
- mise en place d'une charte acoustique permettant de sensibiliser les intervenants internes et externes aux bonnes pratiques sur le site (vitesse limitée, arrêt des moteurs, biberonnage obligatoire, limitation des bruits d'impacts lors des chargements/déchargements).

L'annexe 1 présente le positionnement et le détail des principales mesures présentes sur le site LIDL de Châtaudren-Plouagat permettant de réduire les nuisances sonores.

Article 3 : Prévention des risques technologiques

3.1 Mesures constructives

Les mesures constructives décrites aux articles 3.1, 3.2, 3.2.1, 3.2.2, 3.3 et 3.3.1 de l'arrêté

préfectoral du 22 février 2023, relatives à la résistance au feu des matériaux, au désenfumage, au cantonnement et au compartimentage des cellules, au volume de stockage, restent applicables dans leur intégralité.

Les documents attestant de la conformité des installations seront mis à disposition de l'inspection des installations classées.

L'annexe 2 présente notamment le positionnement des murs coupe-feu et des commandes de désenfumage.

3.2 Colonnes sèches

L'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 février 2023 est modifié de la manière suivante :

La phrase « *Alternativement aux bandes de protection, une colonne sèche ou des moyens fixes d'aspersion placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification* » est remplacée par :

L'entrepôt LIDL est équipée de 5 colonnes sèches qui, en cas de besoin, peuvent être mises à disposition des services de secours pour refroidir la toiture des cellules situées à proximité des murs séparatifs coupe-feu d'une cellule en feu.

L'exploitant dispose des équipements (dévidoirs, tuyaux, collecteurs, raccords, ...) permettant le raccordement des colonnes sèches aux engins de secours.

Ces dispositifs et équipements devront être entretenus et contrôlés régulièrement.

Les documents attestant de leur maintenance et vérification seront mis à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4 : Prescriptions applicables a certaines installations de l'établissement

4.2 Dispositions particulières applicables aux installations mettant en œuvre de l'hydrogène gazeux

L'article 4.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 février 2023 susvisé est abrogé.

4.3 Dispositions particulières applicables au stockage des équipements contenant des batteries Lithium-ion

Les déchets d'équipements électriques ou électroniques (DEEE) contenant des batteries de type Lithium-ion sont triés et positionnés dans des contenants capables de contenir les effets thermiques provenant d'un feu de batterie le temps nécessaire à l'intervention des services de secours.

L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs attestant de la tenue au feu du contenant.

Article 5 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Châtaudren-Plouagat et peut y être consultée ;

2° Une copie de l'arrêté est affichée à la mairie de Châtaudren-Plouagat pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 6 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative soit le Tribunal Administratif de Rennes (Hôtel de Bizien – 3 Contour de la Motte – 35044 RENNES Cedex) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'une requête déposée sur l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site Internet : www.telerecours.fr.

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la décision peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux :

- d'un recours gracieux, adressé au Préfet des Côtes-d'Armor - Préfecture des Côtes-d'Armor-1, Place du Général de Gaulle - BP 2370 - 22023 Saint-Brieuc Cedex 1 ;
- ou d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – direction générale de la prévention des risques - Grande Arche de la Défense Paroi Sud - 92055 La Défense Cedex ;

qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

En application de l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre de cette décision, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci au Préfet des Côtes-d'Armor et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours au Préfet et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 7 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la Société LIDL SNC et transmise au maire de Châtelaudren-Plouagat.

Saint-Brieuc, le 18 JUIN 2025

Pour le préfet et par délégation

Le Secrétaire Général,


Georges SALAÜN